

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/26
1er décembre 2004

(04-5233)

Group de négociation sur les règles

Original: anglais/
français

PROPOSITION RELATIVE AU PRODUIT SIMILAIRE ET AU PRODUIT CONSIDÉRÉ

Communication présentée par le Canada

La communication ci-après, datée du 30 novembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de Canada.

La délégation qui a présenté la communication a demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/181), soit aussi distribué en tant que document formel.

Introduction

1. Dans une présentation antérieure à ce Groupe¹, le Canada a fait remarquer que la définition de l'expression « produit similaire » contenue à l'article 2.6 de l'Accord antidumping (l'AAD) et à la note de bas de page 46 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'ASMC) gagnerait à être clarifiée afin de limiter la portée des types de produits qui peuvent être considérés comme un « produit similaire ». Plusieurs autres membres ont également fait valoir que le concept de produit similaire était un possible enjeu de négociations². La présente propose une approche pour clarifier les exigences des accords à cet égard.

2. En termes très généraux, les enquêtes relatives à l'application de droits antidumping et de droits compensateurs doivent servir à déterminer si des importations d'un produit faisant l'objet de dumping ou de subventionnement causent préjudice aux producteurs nationaux de produits similaires. Dans le cadre de ces enquêtes, les autorités concernées d'un membre importateur doivent identifier les éléments suivants :

- a) le produit importé visé par l'enquête (le « *produit considéré* »),
- b) le produit similaire de producteurs nationaux auquel le produit importé considéré est présumé causer préjudice (le « *produit similaire national* »),

¹ TN/RL/W/47, page 4.

² Plus précisément l'Argentine (dans le document TN/RL/W/81) et l'Australie (dans le document TN/RL/W/91).

- c) dans le cas d'une enquête relative à l'application de droits antidumping, le produit vendu sur le marché national du pays exportateur (ou, dans certains cas, à un pays tiers) qui est similaire au produit considéré (le « *produit similaire étranger* »).

3. Ces exigences sont au cœur même des accords. Il est donc essentiel d'identifier clairement les produits considérés et les produits similaires pour bien comprendre la portée des enquêtes et des mesures éventuelles.

Produit considéré

- Description de la question

4. Comme le montre clairement le libellé de l'article 2.6 de l'AAD et de la note de bas de page 46 de l'ASMC, l'identification du produit similaire repose sur la détermination du produit considéré. De fait, comme l'ont signalé plusieurs autres membres³, la sélection du produit considéré est essentielle à la définition de la portée des enquêtes relatives à l'application de droits antidumping et compensateurs de même que des mesures pouvant faire suite à ces enquêtes. Or, les accords ne semblent pas fournir véritablement de directives sur la question. À cet égard, le groupe spécial dans *États-Unis — Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, par exemple, a indiqué qu'à son avis l'AAD ne contenait pas l'obligation juridique de limiter les déterminations à un seul groupe de produits ayant des caractéristiques communes⁴. Le groupe spécial a ajouté que, même s'il était possible de discuter du caractère approprié d'une telle approche du point de vue de la politique générale, il incombe aux Membres, par la voie de négociations, de décider s'il convient d'exiger une telle approche.

5. L'absence de directive dans les accords concernant la notion de produit considéré pose des problèmes systémiques. En particulier, elle ouvre la porte au regroupement par les Membres, à l'intérieur d'une seule enquête, d'une seule détermination et d'une seule mesure, de produits qui peuvent être complètement différents au chapitre de leurs caractéristiques physiques, de leurs utilisations finales et de leurs canaux de distribution.

- Approche proposée

6. Il conviendrait de clarifier les accords en ajoutant une disposition à l'article 5 de l'AAD et à l'article 16 de l'ASMC qui exigerait des autorités compétentes qu'elles déterminent lors de chaque enquête la portée du produit considéré. Lorsqu'il est établi, en fonction d'une analyse de la relation économique entre les importations qui prend en compte toutes les caractéristiques pertinentes du produit, que l'enquête englobe au moins deux produits manifestement distincts, l'autorité compétente devrait être tenue de formuler des déterminations distinctes de dumping (ou de subventionnement) et de préjudice pour chacun de ces produits. Par ailleurs, les accords devraient illustrer les caractéristiques des produits qui peuvent être pertinentes. Du point de vue du Canada, ces caractéristiques pertinentes devraient être les mêmes que celles qui sont pertinentes dans le cas d'une détermination relative à un produit similaire national.⁵

7. Cette approche forcerait les autorités compétentes à tenir dûment compte de tous les facteurs pertinents lorsqu'elles définissent le ou les produit(s) considéré(s) ainsi qu'à fournir des motifs

³ Plus précisément le Brésil; le Chili; la Colombie; la Corée; le Costa Rica; Hong Kong, Chine; Israël; le Japon; la Norvège; Singapour; la Suisse; le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsuo et la Thaïlande (dans le document TN/RL/W/10) ainsi que la République populaire de Chine (dans le document TN/RL/W/66).

⁴ WT/DS264/R, par. 7.157.

⁵ Voir l'alinéa 13 de la présente.

satisfaisants à l'appui de la détermination de la portée. Les autorités garderaient une marge de manœuvre suffisante pour évaluer la pertinence et la pondération à donner à chaque caractéristique, afin de tenir compte des faits propres à chaque cas.

« Produit similaire national » et « produit similaire étranger »

- Description de la question

8. Au sens des accords, le « produit similaire » « s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré. » Cette définition ne fournit aucune indication quant aux caractéristiques en vertu desquelles on établira que les produits sont « identiques » ou se « ressemblent étroitement ».

9. Ainsi que l'ont suggéré l'Australie⁶ et l'Argentine⁷, le Canada est d'avis que des directives plus directes pourraient assurer une plus grande prévisibilité de l'application des accords. Dans *Japon — Boissons alcooliques*, l'organe d'appel a signalé que le sens du concept de « similarité » dans les dispositions de l'Accord sur l'OMC doit être établi dans le contexte de chacune des dispositions particulières où il est applicable⁸. À cet égard, nous estimons que les Membres devraient accorder une attention particulière au point soulevé par l'Australie, selon qui le concept du « produit similaire » est utilisé dans l'AAD et l'ASMC dans deux contextes différents, et que le type d'analyse nécessaire peut différer entre l'un et l'autre :

- a) Dans le premier contexte, commun à l'AAD et à l'ASMC, les autorités doivent identifier le produit similaire national des producteurs nationaux qui seraient touchés par le dumping ou subventionnement allégué des importations (articles 3 et 4 de l'AAD, articles 15 et 16 de l'ASMC).
- b) Dans le second contexte, qui est particulier à l'AAD, les autorités compétentes doivent identifier le produit similaire étranger qui servira de fondement au calcul de la valeur normale (article 2 de l'AAD).

10. Dans le premier contexte, les autorités qui mènent l'enquête doivent identifier le produit similaire national qui servira de fondement à une analyse de nature économique, autrement dit, une analyse de l'incidence économique des importations du produit considéré sur les producteurs nationaux de tels produits. À cette fin, les autorités doivent prendre en compte toutes les caractéristiques des produits qui influent sur l'évaluation de l'incidence économique des importations faisant l'objet de dumping ou de subventionnement sur les producteurs nationaux, et les accords devraient fournir des directives explicites pour assurer le bien-fondé de cette évaluation.

11. Dans le second contexte, les autorités qui mènent l'enquête s'intéressent à la sélection du produit similaire étranger qui servira de fondement aux comparaisons de prix qui aboutiront au calcul des marges de dumping. Les autorités subdivisent habituellement le produit considéré en fonction de différents modèles. Pour chaque modèle, elle choisit le modèle identique ou le plus ressemblant du produit vendu sur le marché national du pays exportateur ou d'un pays tiers. Ensemble, les modèles sélectionnés constituent le produit similaire étranger. Toutefois, l'AAD ne contient aucune directive quant aux caractéristiques qui doivent être prises en compte lors de la sélection du produit similaire étranger.

⁶ TN/RL/W/91

⁷ TN/RL/W/81

⁸ *Japon — Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, para. 8.46.

- *Approche proposée*

12. Les Membres devraient étudier la possibilité de développer l'Article 2.6 de l'AAD et la note de bas de page 46 de l'ASMC afin de fournir des directives distinctes quant aux catégories de caractéristiques qui peuvent être pertinentes à une détermination de produit similaire dans les deux différents contextes abordés plus haut.

13. Premièrement, il conviendrait d'ajouter une phrase à l'article 2.6 et à la note de bas de page 46 afin de prévoir qu'une détermination du produit similaire national⁹ est fondée sur toutes les caractéristiques pertinentes du produit. Puisque les caractéristiques pertinentes à prendre en considération lors de la détermination d'un produit similaire national varient selon les circonstances propres à chaque cas, il serait impossible de dresser une liste exhaustive. Cependant, la phrase additionnelle proposée devrait illustrer les catégories de caractéristiques qui peuvent être pertinentes. L'expérience du Canada relativement à ce genre de situations le porte à suggérer que ces caractéristiques doivent comprendre les caractéristiques physiques des produits – notamment les spécifications techniques et la qualité – et leurs caractéristiques marchandes – par exemple les utilisations finales, la substituabilité, les niveaux d'établissement des prix et les canaux de distribution.

14. Deuxièmement, il conviendrait d'ajouter une autre phrase à l'article 2.6 de l'AAD de manière à stipuler que la détermination du produit similaire étranger¹⁰ doit être fondée sur toutes les caractéristiques physiques du produit qui sont susceptibles d'affecter le prix, ce qui comprend leurs spécifications techniques et leur qualité.¹¹ De même que dans le cas de la proposition relative au produit similaire national, cette phrase additionnelle ne contiendrait pas une liste exhaustive des caractéristiques physiques à prendre en considération, ce qui, évidemment, dépend des circonstances propres à chaque cas, plus particulièrement la nature du produit. Cependant, comme dans le cas de la proposition relative au produit similaire national, cette phrase additionnelle garantirait que les autorités sont tenues de prendre en considération toutes les caractéristiques physiques pertinentes et doivent fournir des motifs adéquats à l'appui de leurs décisions.

15. Le présent document ne constitue pas nécessairement le point de vue définitif du Canada en cette matière; le Canada se réserve le droit de formuler d'autres propositions.

⁹ C'est à dire l'identification du produit présent sur le marché national du membre importateur qui est semblable à tous égards au produit considéré ou qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

¹⁰ C'est à dire l'identification du produit destiné à la consommation dans le pays exportateur ou exporté vers un tiers pays qui est semblable à tous égards au produit considéré ou qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

¹¹ Évidemment, cette précision à l'article 2.6 de l'AAD ne réduirait nullement l'exigence générale contenue à l'article 2.4 de l'AAD que, afin de procéder à une comparaison équitable, les autorités doivent dûment tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, y compris les différences appropriées liées aux caractéristiques physiques et aux autres caractéristiques.